

TAXE SUR LES ENTREPRISES METTANT À DISPOSITION DES APPAREILS DE TÉLÉCOMMUNICATION CONTRE RÉTRIBUTION

Article 1: Définition

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par appareil de télécommunication, tout appareil permettant la transmission, l'émission ou la réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de données de toute nature, par fil, radioélectricité, signalisation optique ou autre système électromagnétique.

Les heures d'ouverture et les autres conditions sont mentionnées dans le règlement communal approuvé par le Conseil communal du 25 mars 2010 tout en respectant une période de repos hebdomadaire ininterrompue de 24 heures (cf.art.8 de la loi du 10.11.2006).

Article 2: Assiette de la taxe

Il est établi pour les exercices 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018, une taxe d'ouverture et une taxe annuelle sur les entreprises situées sur le territoire de la commune d'Anderlecht et qui ont **pour activité la mise à disposition contre rétribution d'un ou plusieurs appareils de télécommunication.**

Article 3: Taux d'imposition

Le taux d'imposition de la **taxe d'ouverture est fixé à 12.500,00 euros** et est redevable à chaque ouverture d'une nouvelle activité commerciale d'une entreprise mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution. **La taxe d'ouverture est une taxe unique. Chaque modification d'exploitant est équivalente à une nouvelle activité commerciale.**

Le taux d'imposition de la **taxe annuelle est fixé à 2.000,00 euros** pour chaque agence ou filiale située sur le territoire de la commune d'Anderlecht.

La taxe d'ouverture et la taxe annuelle sont dues pour la totalité de l'année civile, nonobstant la cessation de l'activité économique ou la modification de l'exploitation pendant l'année de l'enrôlement.

La taxe annuelle débute l'année suivant l'enrôlement de la taxe d'ouverture ou à défaut à partir de l'application du présent règlement de taxe.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution de l'impôt pour quelque cause que ce soit.

Article 4: Redevables

L'impôt est redevable de façon solidaire et indivisible par le propriétaire du commerce, l'exploitant du commerce et le propriétaire de l'immeuble où l'activité économique a lieu.

Article 5: Déclaration et taxation d'office

Le propriétaire du magasin, l'exploitant du magasin et le propriétaire de l'immeuble sont

tenus de déclarer toute activité économique aux autorités communales préalablement à celle-ci.

Afin de lever l'impôt, l'administration communale adresse à chaque entreprise en activité, dont la conformité avec l'ensemble de la réglementation en vigueur est établie, un formulaire de déclaration qui devra être complété, dûment signé et renvoyé dans les délais fixés par l'autorité communale avec les copies conformes des attestations requises.

Le redevable est tenu d'accorder le libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, au(x) membre(s) du personnel communal désigné(s) par le Collège pour effectuer un contrôle ou examen et faire les constatations nécessaires quant à l'application du règlement-taxe.

Toute personne disposant de livres ou documents nécessaires à l'établissement de la taxe a l'obligation, lorsqu'elle en est requise par le(s) membre(s) du personnel communal désigné(s) par le collège à cet effet, de les produire sans déplacement.

A défaut de déclaration dans les délais prévus par le règlement, en cas d'insuffisance de celle-ci ou en cas de refus de déclaration, le redevable fera l'objet d'une taxation d'office sur base des éléments dont l'Administration communale dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

La taxe ne peut être établie avant que ce délai ne soit échu.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due sera majorée d'un montant double de celle-ci.

Les infractions au présent règlement sont constatées par le(s) membre(s) du personnel communal, désigné(s) à cet effet par le Collège et qui est (sont) compétent(s) pour effectuer un contrôle ou examen et faire les constatations nécessaires quant à l'application du règlement-taxe et de ses diverses dispositions.

Les procès-verbaux qu'il(s) rédige(nt) font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 6: Indemnité

En cas de fermeture administrative temporaire ou définitive de l'établissement à titre de sanction par le Collège des Bourgmestre et Echevins, en application de l'article 119bis de la Nouvelle loi communale, les redevables ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Article 7: Changement ou fermeture

Chaque modification ou cessation d'activité économique doit être communiquée immédiatement et par lettre recommandée à l'administration communale sous responsabilité des redevables.

Article 8: Exonération

Sont exonérées de l'impôt, les entreprises qui assurent le service universel tel que défini dans l'article 84 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et qui peuvent justifier de la qualité d'opérateurs tenus ou autorisés au sens de la même loi du 21 mars 1991.

Article 9: Perception

Le présent impôt sera perçu par voie de rôle. La taxe devra être payée endéans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 10: Contestation

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation contre une taxe ou sa majoration auprès du Collège des Bourgmestres et Echevins.

La réclamation doit être introduite par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Si le redevable ou son représentant en a fait la demande explicite dans la réclamation, il sera invité à être entendu lors d'une audition dans un délai de quinze jours calendrier au moins avant le jour de l'audition.

La présence à l'audition doit être confirmée par écrit par le redevable ou son représentant au Collège ou au membre du personnel désigné par le Collège à cet effet, au moins sept jours calendrier avant le jour de l'audition.

Article 11. Le présent règlement-taxe remplace, à partir de son entrée en vigueur, le règlement-taxe sur les entreprises mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution adopté par le conseil communal en séance du 20 septembre 2012.

BELASTING OP DE BEDRIJVEN DIE TELECOMMUNICATIEAPPARATUUR TEGEN VERGOEDING TER BESCHIKKING STELLEN

Artikel 1 : Definitie

Voor de toepassing van het huidig reglement, moet er onder telecommunicatieapparatuur verstaan worden, elk toestel dat de overdracht, het uitzenden of ontvangen toelaat van tekens, signalen, geschriften, beelden, geluiden of andere gegevens van welke aard ook, per kabel, door middel van radiogolven, optische signalisatie en andere elektromagnetische systemen.

De openingsuren en de andere voorwaarden zijn opgenomen in het gemeentelijk reglement goedgekeurd door de gemeenteraad van 25 maart 2010 rekening houdend met een ononderbroken wekelijkse rustperiode van 24.00 uur (cf. art. 8 van de wet van 10.11.2006).

Artikel 2 : Belastingsgrondslag

Er wordt een openingstaks en een jaarlijkse taks geheven op bedrijven, gelegen op het grondgebied van Anderlecht, **waarvan de activiteit erin bestaat tegen vergoeding één of meerdere telecommunicatieapparaten ter beschikking te stellen** en dit voor de dienstjaren 2014, 2015, 2016, 2017 en 2018.

Artikel 3 : Aanslagvoet van de belasting

De aanslagvoet van de **openingstaks is vastgesteld op 12.500,00 euro** en is verschuldigd bij elke opening van een nieuwe handelsactiviteit van een bedrijf dat telecommunicatieapparatuur tegen vergoeding ter beschikking stelt. **Elke wijziging van uitbating is gelijkgesteld met een nieuwe handelsactiviteit. De openingstaks is een eenmalige belasting.**

De aanslagvoet van de **jaarlijkse taks is vastgesteld op 2.000,00 euro** voor ieder agentschap of bijkantoor gelegen op het grondgebied van de gemeente Anderlecht. De openingstaks en jaarlijkse taks zijn verschuldigd voor het gehele burgerlijke jaar ongeacht de stopzetting van economische activiteit of de wijziging van uitbating in het jaar van de incohiering.

De jaarlijkse taks gaat in volgend op het jaar van de incohiering van de openingstaks, of bij gebreke hiervan vanaf de inwerkingtreding van huidig belastingsreglement. Er wordt geen enkele korting of teruggave van de belasting gedaan voor welke reden dan ook.

Artikel 4 : Belastingplichtigen

De belasting is solidair en ondeelbaar verschuldigd door de eigenaar van de handelszaak, de uitbater ervan en de eigenaar van het pand waar de economische activiteit wordt gehouden.

Artikel 5 : Aangifte

De eigenaar van de handelszaak, de uitbater ervan en de eigenaar van het pand zijn ertoe

gehouden voorafgaandelijk aan elke economische activiteit aangifte hiervan te doen bij de gemeentelijke overheid.

Teneinde de belasting te heffen, stuurt het gemeentebestuur naar alle bedrijven in uitbating waarvan de conformiteit met het geheel van de geldende wetgeving is vastgesteld een aangifteformulier dat binnen de door de gemeentelijke overheid vastgestelde periode dient ingevuld, degelijk ondertekend en teruggestuurd te worden samen met de eensluidende afschriften van de noodzakelijke attesten.

De belastingplichtige moet vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen

die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan het lid of de leden van het gemeentepersoneel aangeduid door het college van burgemeester en schepenen bevoegd om een controle een onderzoek in te stellen en vaststellingen te verrichten in verband met het reglement.

Iedereen die beschikt over boeken en bescheiden die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting is verplicht om die zonder verplaatsing voor te leggen op verzoek van het lid of de leden van het gemeentepersoneel aangeduid door het college.

Bij gebrek aan aangifte binnen het vastgesteld termijn in het reglement en in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte zal de belastingplichtige van ambtswege belast worden volgens de gegevens waarover het gemeentebestuur beschikt.

Vooraleer wordt overgegaan tot vestiging van de ambtshalve belasting brengt het gemeentebestuur

de belastingplichtige met een aangetekende brief op de hoogte van de redenen waarom gebruik gemaakt wordt van deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd evenals de wijze van bepaling van die elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen. De belasting mag niet worden gevestigd vóór die termijn verstreken is.

In geval van ambtswege inkohiering wordt de verschuldigde belasting verhoogd met het bedrag dat gelijk is aan het dubbele van de verschuldigde belasting.

De inbreuken op huidig reglement worden vastgesteld door het lid of de leden van het gemeentepersoneel aangeduid door het college en die bevoegd zijn om een controle of een onderzoek in te stellen en vaststellingen te verrichten in verband met de toepassing van het belastingreglement en zijn diverse bepalingen.

De door hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijs van het tegendeel.

Artikel 6 : Schadeloosstelling

In geval van tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van de zaak omwille van een sanctie van het college van burgemeester en schepenen krachtens artikel 119 bis van de Nieuwe gemeentewet, kunnen de belastingplichtigen op geen enkele schadeloosstelling aanspraak maken.

Artikel 7 : Wijziging of stopzetting

Elke wijziging of stopzetting van economische activiteit dient onder verantwoordelijkheid van de belastingplichtigen onmiddellijk en per aangetekend schrijven te worden meegedeeld aan het gemeentebestuur.

Artikel 8 : Vrijstelling

Zijn vrijgesteld van belasting, de bedrijven die universele diensten, zoals bepaald in artikel 84 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, verzekeren en die de hoedanigheid van operator kunnen rechtvaardigen in naleving van de wet van 21 maart 1991.

Artikel 9 : Inning

Onderhavige belasting zal via een kohier ingevorderd worden. De belasting dient binnen de twee maanden na het zenden van het uittreksel betaald te worden.

Artikel 10 : Bezwaar

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan tegen een de belasting of een belastingverhoging een bezwaarschrift indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

Het bezwaar moet schriftelijk worden ingediend, ondertekend en met redenen omkleed zijn en, op straffe van verval, worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van de verzending van het aanslagbiljet.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger dat in het bezwaarschrift uitdrukkelijk gevraagd heeft, dan zal hij worden uitgenodigd op een hoorzitting in een termijn van ten minste vijftien kalenderdagen vóór de dag van de hoorzitting.

De aanwezigheid op de hoorzitting moet schriftelijk door de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger ten minste zeven kalenderdagen vóór de dag van de hoorzitting aan het college of aan het personeelslid daartoe door het college aangeduid bevestigd worden.

Artikel 11.

Het huidige reglement vervangt , vanaf zijn invoeging, het belastingreglement op de bedrijven die telecommunicatieapparatuur tegen vergoeding ter beschikking stellen. aangenomen door de gemeenteraad in zitting van 20 september 2012.